



Fait à Toulouse
14 Mars 2025
Version V1

Halle technologique INSA B44

Charte de Chantier à Faibles Nuisances



S

Sommaire

1

| | | |
|-----------|-----------------------------------|----------|
| 1. | INFORMATIONS PRELIMINAIRES | 4 |
| 1.1 | MODALITES DE MISE EN PLACE | 4 |
| 1.2 | RESPECT DE LA REGLEMENTATION | 4 |

2

| | | |
|-----------|--|----------|
| 2. | OBJET DU DOCUMENT | 5 |
| 2.1 | LA DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE SUR LE PROJET | 5 |
| 2.2 | DEFINITION DES OBJECTIFS GENERAUX | 5 |

3

| | | |
|-----------|--|----------|
| 3. | ORGANISATION DU CHANTIER | 6 |
| 3.1 | PREPARATION DU CHANTIER | 6 |
| 3.2 | RESPECT DU PLAN D'ORGANISATION DU CHANTIER | 6 |
| 3.3 | ORGANISATION DE LA BASE VIE | 7 |
| 3.4 | GESTION DES RESSOURCES | 7 |
| 3.4.1 | Eau et énergie | 7 |
| 3.4.2 | Matériaux | 8 |
| 3.5 | PROPRETE DU CHANTIER | 8 |
| 3.6 | ACCES | 9 |

4

| | | |
|-----------|--------------------------------------|-----------|
| 4. | COMMUNICATION | 10 |
| 4.1 | INFORMATION DES RIVERAINS | 10 |
| 4.2 | INFORMATION DU PERSONNEL DE CHANTIER | 10 |

5

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 5. | LIMITATION DES NUISANCES CAUSEES SUR LE CAMPUS | 11 |
| 5.1 | LIMITER LES NUISANCES ACOUSTIQUES EN LIMITE DE CHANTIER | 11 |
| 5.2 | LIMITATION DES NUISANCES VISUELLES | 12 |
| 5.3 | LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIERES ET DE BOUE | 12 |

6

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 6. | LIMITATION DES RISQUES POUR LE PERSONNEL ET LES VISITEURS | 13 |
| 6.1 | SANTE ET SECURITE | 13 |
| 6.2 | SENSIBILISATION ET PROTECTIONS INDIVIDUELLES | 13 |
| 6.3 | NIVEAUX SONORES DES OUTILS ET DES ENGINS | 14 |

7

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 7. | LIMITATION DES POLLUTIONS DE PROXIMITE | 15 |
| 7.1 | EAUX DE LAVAGE | 15 |
| 7.1.1 | Lavage des outils | 15 |
| 7.1.2 | Lavage des bennes béton | 15 |
| 7.2 | HUILE DE DECOFFRAGE | 15 |
| 7.3 | STOCKAGE DE CARBURANT (SI NECESSAIRE) | 16 |
| 7.4 | REJETS ACCIDENTELS | 16 |

8

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 8. | GESTION ET COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS | 17 |
| 8.1 | LIMITATION DES VOLUMES ET QUANTITES DE DECHETS | 17 |
| 8.2 | MODALITE DE TRI ET DE COLLECTE | 17 |
| 8.3 | OBJECTIFS QUANTITATIFS | 18 |
| 8.4 | TRAÇABILITE DES DECHETS | 18 |
| 8.5 | SOGED (SCHEMA D'ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS) | 19 |

9

| | | |
|-----------|-----------------------|-----------|
| 9. | APRES CHANTIER | 19 |
|-----------|-----------------------|-----------|

10

| | | |
|------------|---|-----------|
| 10. | ELEMENTS A TRANSMETTRE PAR LES ENTREPRISES | 20 |
|------------|---|-----------|

11

| | | |
|------------|------------------|-----------|
| 11. | PENALITES | 21 |
|------------|------------------|-----------|

12

| | | |
|------------|---|-----------|
| 12. | ANNEXES | 22 |
| 12.1 | ANNEXE I : TEXTES REGLEMENTAIRES | 22 |
| 12.2 | ANNEXE II : EXEMPLE DE BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS | 26 |
| 12.3 | ANNEXE III : PICTOGRAMME DECHETS ADEME | 27 |

1. Informations préliminaires

1.1 Modalités de mise en place

La Charte de Chantier à Faibles Nuisances est un document contractuel, intégré au marché des entreprises. Elle doit ainsi être signée par toutes les entreprises, et mise en application par chaque entreprise intervenant sur le chantier, sous-traitants compris.

Il reviendra donc à chaque entreprise de s'assurer de la bonne prise en compte de la charte de chantier à faibles nuisances par ses sous-traitant et de veiller à sa mise en application sur chantier.

Ainsi en phase préparation de travaux chaque entreprise devra fournir une note présentant les dispositions qu'elle prévoit de mettre en œuvre en réponse à la charte de chantier à faibles nuisances.

1.2 Respect de la réglementation

L'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier doit respecter les textes réglementaires rappelés en **Annexe II**.

La liste des textes réglementaires désignés en Annexe II du présent document n'a pas de caractère d'exhaustivité, tout nouveau texte ou décret (lois, règlements, directives, arrêtés) qui interviendraient avant la signature du marché, et qui seraient rendus applicables, fera partie des obligations de l'entreprise.

Une attention particulière sera portée sur la santé et la sécurité des intervenants sur chantier.

2. Objet du document

2.1 La démarche environnementale sur le projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une démarche environnementale volontaire de la part du maître d'ouvrage

L'objet du présent document est d'établir les règles à observer en matière de respect de l'environnement en ce qui concerne le chantier du projet Halle technologique INSA B44 .

2.2 Définition des objectifs généraux

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un bâtiment. Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier à faible impact environnemental est de limiter ces nuisances au bénéfice du voisinage, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatible avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier à faible impact environnemental sont de :

- Limiter les risques et les nuisances causées aux occupants du site,
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge.

La charte de chantier à faibles nuisances a pour objectif de définir les règles et obligations des entreprises en matière de qualité environnementale liées au déroulement du chantier.

3. Organisation du chantier

3.1 Préparation du chantier

Lors des réunions de préparation de chantier, l'ensemble des éléments précisés dans les articles du paragraphe 3 de la présente charte seront figurés sur un plan d'installation de chantier proposé par l'entreprise titulaire du compte prorata, discuté avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les éléments de base pour l'établissement de ce plan sont l'ensemble des pièces constitutives du marché.

L'entreprise titulaire du compte prorata fournira un document précisant l'ensemble des dispositions d'organisation prévues pour répondre à toutes les exigences de la présente charte. (Cf. paragraphe SOGED).

3.2 Respect du plan d'organisation du chantier

Les entreprises s'engagent à respecter le plan d'organisation du chantier.

Le plan d'organisation, sera affiché à l'entrée du chantier. Il précisera les modalités d'organisation et délimitera les différentes zones du chantier :

- la limite de chantier,
- la base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaires, vestiaires, WC, douche, cantine),
- une zone fumeur devra être identifiée et protégée du regard.
- l'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur),
- l'entrée et la sortie des engins et camions (livraison et enlèvement), avec si possible un sens unique (sortie distincte de l'entrée) et une zone tampon servant de parking temporaire,
- les accès pour les piétons (ouvriers, visiteurs)
- les zones de tri et de stockage des déchets,
- l'aire de livraison,
- les zones de stockage des matériaux et produits,
- la zone de traitement des polluants possibles,
- la zone de manœuvre des engins (engins de terrassement, grues, etc.),
- la zone de parking pour les engins,
- l'aire de lavage des engins et des camions,
- les équipements spécifiques au nettoyage des outils.
- la localisation de la boîte aux lettres (située à l'extérieur du chantier)
- le parking utilisable pour les véhicules du personnel, le cas échéant,
- la place de la centrale à béton, le cas échéant,
- la végétation et les éléments les protégeant, le cas échéant.

NOTA : ce plan d'organisation sera mis à jour (base vie, zone de stockage, etc.) en fonction des phases du chantier.

3.3 Organisation de la base vie

Les dispositions suivantes seront prises à destination des visiteurs et des travailleurs :

- Sanitaires hommes, femmes et PMR séparés,
- Présence de vestiaires avec douches et casiers,
- Aire pour fumeurs délimitée et protégée des regards,
- les planchers des locaux seront étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol,
- les canalisations des eaux usées et des eaux vannes seront raccordées au système d'assainissement et devront respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

Les équipements et les matériaux seront proprement stockés et protégés ou couverts lorsque nécessaire. Des zones de stockage de taille adéquate pour les nouveaux matériaux seront prévues afin de se prémunir des risques de dommages, vols et intempéries.

3.4 Gestion des ressources

L'organisation du chantier à faible impact environnemental visera aussi à suivre et à limiter les consommations d'eau et d'électricité sur le chantier. Les dispositions à prendre par l'entreprise sont :

3.4.1 Eau et énergie

Eau :

- Utilisation de robinetterie temporisée,
- Mise en place chasse d'eau double débit (pas chasse directe) et de limiteur de débits,
- Mise en place d'un compteur d'eau de chantier,
- Mise en place d'un sous-compteur pour la base vie,
- Mise en œuvre de dispositifs de distributions adaptés en terme de résistance et en terme d'usage aux contraintes de chantier (vannes ¼ de tour, canalisation PE...) et non fuyard,
- Veille concernant les fuites éventuelles sur ces installations,
- Coupure de l'eau pendant les périodes de fermeture du chantier.

Électricité :

- Éclairage intérieur (base vie et chantier) par tube fluorescent ou LED,
- Régulation chauffage en cantonnements,
- Programmation chauffage en cantonnement,
- Un interrupteur permettra la coupure générale de l'éclairage pour le chantier ainsi que pour la base vie.
- Mise en place d'un compteur d'électricité sur le chantier et d'installations de distribution conformes à la réglementation.
- Mise en place d'un sous-compteur pour la base vie,
- Veille concernant son usage raisonné.

Carburant :

- Coupure des moteurs en dehors de leur utilisation.
- Enregistrer les données de consommation énergétique (kWh) due à l'utilisation des engins de chantier et des équipements (mobiles et fixes).
Renseigner la consommation de carburant pour les engins : nombre de livraison de cuve, relevé mensuel, relevé de la cuve en début et en fin de chantier.
- Enregistrer les données de consommation d'eau potable (m³/10 % du montant du projet) due à l'utilisation des engins de chantier, des équipements (mobiles et fixes)

Tous les compteurs seront relevés par l'entreprise tous les vendredi soir et tous les lundi matin :

- L'électricité en kWh
- L'eau en m³

Cette disposition permet d'identifier les fuites d'eau ou les surconsommations rapidement. Les données seront consignées dans un document mis à disposition de la maîtrise d'œuvre

Au démarrage du chantier, l'entreprise responsable du compte Prorata désigné, par un courrier ou sa nomination dans le compte rendu de chantier, **responsable « chantier à faible impact environnemental »**.

Il aura en charge, en autres, la surveillance, l'enregistrement et de la diffusion des consommations, qui transmettra ces consommations de façon mensuelle à l'AMO HQE :

- Électrique (chantier et base vie)
- D'eau (chantier, base vie et engins)
- De carburant (engins)

L'entreprise responsable du compte Prorata s'engage à diffuser une note et à réaliser des affichages sur l'utilisation rationnelle des énergies et fluides.

L'AMO HQE, réalisera un tableau permettant de réaliser le suivi des émissions de CO2 à partir des différentes consommations relevées par les entreprises.



3.4.2 Matériaux

L'intégralité du bois d'œuvre de chantier (coffrage, palissade...) utilisé pour le projet doit être du bois labélisé FSC ou PEFC.

3.5 Propreté du chantier

La propreté du chantier sera du ressort de chaque entreprise intervenant lors du présent marché, sous le contrôle de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Les zones suivantes sont bien entretenues et propres, ainsi que protégées des regards :

- Zones autour du réfectoire, des bureaux et des bennes,
- Commodités (toilettes, vestiaires...),
- Zone fumeurs.

Une partie des palissades sera mise en œuvre par la maîtrise d'ouvrage, le reste devra être complété par l'entreprise responsable du compte Prorata. Elles devront être continues, afin d'assurer un passage sûr autour du chantier, et de couleur adaptée à l'environnement.

Des moyens sont mis en œuvre par les entreprises pour assurer la propreté du chantier :

- Bacs de décantation,
- Bacs de rétention,
- Dispositifs de collecte sélective des déchets de chantier (bennes, conteneurs, big bags,...)

Le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué régulièrement aux frais des entreprises titulaires des marchés.

Une poubelle destinée aux déchets ménagers sera mise en place dans les cantonnements.

Le nettoyage de l'ensemble du chantier, de ses abords et des palissades sera réalisé à minima une fois par semaine.

Le nettoyage de la base vie et notamment des sanitaires, douches et vestiaires devra être réalisé afin que ces espaces restent propres.

Le **responsable « chantier à faible impact environnemental »** de l'entreprise titulaire du compte prorata veillera à la propreté de la base vie pour réduire la fréquence du nettoyage ainsi que le respect du matériel.

Le brûlage et l'enfouissement des déchets sur le chantier sont strictement interdits.

3.6 Accès

Stationnement

Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou de nuisance dans les rues voisines et sur le campus. Une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les entreprises pour produire le moins de gêne dans les rues voisines.

Le co-voiturage est fortement encouragé ainsi que l'usage des transports en commun.

Le stationnement des véhicules du personnel se fera en respectant le plan d'installation de chantier approuvé. Des pénalités pourraient être appliquées en cas de non-respect.

Accès au site

Le cheminement piéton permettant l'accès piéton au site et à la base vie sera pourvu d'une rampe et de panneaux indicateurs. Il devra être suffisamment large pour le passage d'un fauteuil roulant et sa surface uniforme. Les zones du chantier accessibles aux visiteurs devront être accessibles aux personnes malentendantes ou malvoyantes. L'ensemble des dangers du site devront être indiqués à l'entrée du chantier.

Les accès seront convenablement éclairés afin de garantir leur sécurisation.

Les entreprises chargées du transport seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier. Un plan d'accès sera fourni par le titulaire à ses fournisseurs, à ses employés et à ses sous-traitants.

Lors des stationnements d'attentes des camions, les dispositions suivantes devront être prises :

- **Arrêt immédiat des moteurs (excepté toupies).**
- Le principe de fonctionnement définissant les modalités de roulements des bennes sera établi lors de la préparation de chantier.

Aucun déchargement ou chargement ne s'effectuera sur voirie.

L'entreprise responsable du compte prorata fournira et posera des panneaux indiquant l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison et les accès visiteurs. Des panneaux indiqueront clairement la zone vie et les bureaux de la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise responsable du compte prorata fournira et posera des panneaux de signalisation qui seront mis en place aux abords du chantier pour alerter les automobilistes et piétons (sortie de camions, panneaux « 30 »,...).

4. Communication

4.1 Information des riverains

Panneau d'informations général

Un panneau sera positionné à l'entrée du site, indiquant :

- la nature du chantier,
- le stade d'avancement des travaux ou un macro-planning de l'opération,
- les coordonnées des entreprises (numéro de téléphone, site web, email),
- les horaires de chantier.

4.2 Information du personnel de chantier

L'ensemble du personnel de chantier (y compris personnel sous-traitant) se soumettra à une séance d'information quant aux règles à respecter en matière de qualité environnementale du chantier et particulièrement en matière de nuisances pour le voisinage et tri des déchets (durée : environ 1h)

Chaque personnel devra signer le registre de présence en fin de séance, et recevra un livret d'accueil (rédigé par l'AMO HQE) résumant les principaux points de la démarche HQE sur le chantier en question. Exceptionnellement, en cas d'absence d'une partie du personnel ou d'intervention ultérieure de personnel non présent lors de la séance d'information, l'entreprise assurera par elle-même l'information du personnel absent.

Un responsable « chantier à faible impact environnemental » sera désigné pour chaque entreprise. Il sera l'interlocuteur direct de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre sur ce sujet. Il devra transmettre les informations nécessaires au personnel travaillant sur le chantier, pour que les travaux se déroulent dans le respect de la présente charte.

5. Limitation des nuisances causées sur le campus

L'objectif du présent article est de définir l'ensemble des mesures qui participeront à la limitation des nuisances (acoustique, visuelle, olfactive,...) causées aux riverains et sur le campus.

Une attention particulière sera portée à la sécurisation de l'accès piéton et à la limitation des nuisances concernant les bâtiments occupés et situés en bordure de chantier.

Les alentours du chantier doivent être perçus comme ordonnés et propres par le public

5.1 Limiter les nuisances acoustiques en limite de chantier

Chaque entreprise devra utiliser des machines homologuées en rapport avec l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments si la mise en service du matériel est postérieure à la date de l'arrêté sinon c'est l'arrêté du 12 mai 1997 qui s'applique. Conformément à ces arrêtés, tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le décret d'application 95-79 du 23 janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, par catégories de matériel, les niveaux limites admissibles et les mesures correspondantes.

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles seront utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur, d'au moins 5 dBA, au seuil imposé par ledit arrêté.

Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise devra fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Seront sélectionnés les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB (puissance acoustique).

L'utilisation de ces engins fera l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation. Les engins ne seront pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Les travaux réalisés durant toute la durée du chantier ne devront pas porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme. Pour ce faire, les dispositions suivantes devront notamment être prises :

- Toute procédure de travaux répétitive générant des niveaux sonores élevés sera étudiée afin de rechercher des méthodes palliatives permettant de limiter ces nuisances. En ces termes, les engins utilisés devront justifier de niveaux sonores les plus faibles possibles. Le choix de la localisation de ces postes, s'ils sont fixes, devra prendre en compte la limitation des nuisances acoustiques pour les riverains.
- Les matériels à percussion seront de préférence électriques, sauf en cas de travaux spécifiques nécessitant l'emploi d'appareillage pneumatique.
- Les banches à clés de serrage seront privilégiées à des clés à frappe.
- Ne pas utiliser des groupes électrogènes autonomes.
- La communication entre le (les) grutier(s) et le personnel au sol se fera exclusivement par talkie-walkie (ou autre mode similaire).
- Les travaux bruyants tels que le sciage de réseaux divers ou autres le permettant, seront réalisés en espaces fermés.
- Éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec ;
- Éviter les chutes de matériels quels qu'ils soient.
- Organiser le chantier pour éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton ;
- Interdire tout stationnement de camions et de véhicules moteur allumé.
- Le volume sonore de la radio, si utilisée, est limité. Ou bien l'usage de la radio est interdit.

Le déroulement des travaux devront donc veiller à :

- Respecter les conditions fixées par les autorités compétentes en ce qui concerne soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
- Mettre en œuvre les précautions appropriées pour limiter les bruits émis ;
- Ne pas générer de comportement anormalement bruyant.
- Respecter les plages horaires imposées par les arrêtés locaux (selon arrêté préfectoral).

Enfin, au terme de la préparation de chantier l'entreprise responsable du compte Prorata établira les éléments suivants :

- Une analyse des nuisances acoustiques générales par le chantier (étude acoustique),
- Si un risque avec le voisinage est avéré par l'étude, une étude fine avec mesures initiales, analyse de seuils, suivi chantier avec balises de mesures devra être mis en place.
- Des propositions de solutions visant à réduire ces nuisances, et à respecter d'une part les niveaux acoustiques en limite de propriété définis dans ce chapitre, et d'autre part préservant la santé des compagnons sur le chantier.
- Un **planning des phases bruyantes du chantier** et les dispositions prises (de nature organisationnelle **et/ou** sur le matériel et les engins) pour limiter les nuisances acoustiques pour les riverains en fonction de ce planning.

5.2 Limitation des nuisances visuelles

Les équipements d'éclairage seront directionnels, et seront impérativement dirigés en direction du site, de façon à ne pas éclairer les abords du site et le voisinage. **De plus, l'éclairage sera coupé en dehors des horaires de chantier.**

Les clôtures de chantier seront pleines, maintenues en bon état et d'une couleur en accord avec l'environnement proche.

Tous les panneaux de signalisation et de noms de rues doivent pouvoir être vus. Lorsqu'un panneau est caché, il est remplacé. A défaut, un affichage temporaire sera fait sur les palissades de chantier.

5.3 Limitation des émissions de poussières et de boue

La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier. En sortie, des dispositifs de nettoyage pourront être prévus sur le site.

Pour limiter les salissures de boues à l'extérieur du chantier, l'un des dispositifs suivants sera mis en place :

- Une piste empierrée sera construite pour les accès des véhicules de livraison,
- Une zone de lavage des roues des véhicules avant sortie de chantier.
- Et/ou pédiluve pour les roues d'engin avant sortie de chantier

Le matériel de ponçage et de sciage utilisé sera muni d'un aspirateur. Dans le cas où une aspiration serait impossible, des dispositions seront prises pour éviter les émissions de poussières.

Des arrosages réguliers du sol, en période sèche, pourront être pratiqués afin d'éviter la production de poussières.

Pour limiter les émissions de poussières dans les locaux, ainsi que les risques de moisissures, les dispositions suivantes devront être prises :

- Les tapis, les faux-plafonds, les revêtements muraux en tissu, l'isolation, les tissus d'ameublement, l'ameublement et autres matériaux absorbants sont entreposés dans un endroit distinct protégé contre les dommages causés par l'humidité.
- Tous les espaces de travail actifs sont isolés des autres espaces par des portes ou des fenêtres scellées ou par l'utilisation de barrières temporaires.
- Des tapis de sol sont utilisés aux entrées pour réduire le transfert de saletés et de polluants.
- Les scies et autres outils utilisent des pare-poussière ou des collecteurs pour capter la poussière générée.
- Le nettoyage de chantier se fera à l'aide d'aspirateurs et non de balais.

6. Limitation des risques pour le personnel et les visiteurs

6.1 Santé et sécurité

Application des règles nationales de santé et sécurité

Toutes les règles de santé et sécurité françaises devront être appliquées sur le chantier. Le coordinateur santé et sécurité devra définir les règles applicables en termes de :

- Conception : minimisation des risques de santé et sécurité
- Préparation des travaux : collecter les informations de santé et sécurité des différents intervenants
- Installation de chantier : mise en œuvre des pratiques de santé et sécurité
- Construction : gestion, enregistrement et rapport sur les pratiques de santé et sécurité mis en œuvre

L'**Annexe I** dresse un recueil des textes réglementaires.

6.2 Sensibilisation et protections individuelles

Des équipements de protection individuels, propres, seront disponibles pour les visiteurs.

Les compagnons feront l'objet d'une formation aux bonnes pratiques pour la sécurité et la santé. Un nombre suffisant de compagnons formés aux premiers secours seront présents sur le site.

Un inspecteur Santé et Sécurité réalisera des inspections du site.

L'ensemble des incidents mineurs, majeurs, et évités de justesse seront enregistrés dans un registre présent sur site.

Présence d'un panneau indiquant les coordonnées de la station de police et l'hôpital les plus proches est placé, à minima, à la réception du site (ou à défaut dans la salle de réunion), à la salle de pause du personnel, et dans les bureaux de chantier.

Des procédures de santé et sécurité seront mises en place pour les problématiques suivantes :

- Formation appropriée pour l'ensemble du personnel, notamment le personnel étranger, pour comprendre les meilleures pratiques de santé et sécurité (S&S) et les informations affichées sur le site.
- L'exposition au soleil du personnel
- L'identification du personnel : chaque membre du personnel doit être muni d'un badge avec photo
- Rapports effectués sur tous les incidents (mineurs et graves) et presque accidents
- S'assurer que le chantier comporte un nombre approprié de secouristes et d'équipements de premiers secours.

6.3 Niveaux sonores des outils et des engins

Les matériels de chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur (Voir paragraphe 5.1 Limiter les nuisances acoustiques en limite de chantier). Les entreprises devront veiller au maintien en bon état de leur matériel afin de respecter la réglementation sur la durée du chantier. Des contrôles inopinés de la conformité des bruits émis par les outils et engins pourront être effectués sur chantier par la maîtrise d'œuvre.

Les engins et appareils fixes doivent être insonorisés.

Il est interdit d'utiliser du matériel pneumatique quand celui-ci est remplaçable par un appareil non pneumatique assurant la même fonction.

L'utilisation des protections acoustiques individuelles sera impérative, et fera l'objet de contrôles inopinés.

7. Limitation des pollutions de proximité

Rappel : Le rejet des déchets toxiques dans le réseau d'assainissement ou dans le milieu naturel est passible de 75 000 € d'amende et de 2 ans d'emprisonnement (Conformément à l'article L216-6 du code de l'environnement)

7.1 Eaux de lavage

L'aire de lavage des camions ne pourra pas être utilisée pour le nettoyage des outils et bennes.

7.1.1 Lavage des outils

Tout rejet dans le milieu naturel et dans le réseau d'assainissement de produits polluants est formellement interdit. À ce titre, les eaux de lavage des matériels et pots de peinture doivent être considéré comme déchets toxiques ne pouvant être rejeté à même le sol ou dans le réseau d'évacuation public. Les pots de peinture ne pourront donc être utilisés sur le chantier à d'autres fins et par d'autres entreprises.

Des moyens de récupération des eaux de lavage devront être mis en place : Bacs de rétention pour le nettoyage des outils. Le lavage des outils souillés (béton, plâtre, enduits) se fera exclusivement sur l'aire de lavage spécialement aménagée et équipée de **bacs de décantation**. **Les eaux souillées ne devront pas être évacuées au réseau d'assainissement.**

7.1.2 Lavage des bennes béton

Une installation sera mise en place par le lot gros œuvre pour **laisser décanter les laitances** de béton.

Les eaux contenant des laitances de béton doivent être laissée décanter durant la nuit. Le matin, les résidus sont évacués dans la benne Déchet Inertes. Les eaux peuvent être rejetées au réseau ou être réutilisée pour le nettoyage des outils par exemple.

Système de stockage de l'huile de décoffrage



7.2 Huile de décoffrage

Les huiles devront être **végétale à 80% minimum** pour le décoffrage (minimum 3 gouttes noir) et les quantités mises en œuvre limitées au strict nécessaire.

Les entreprises prendront les dispositions permettant d'éviter le rejet dans le milieu naturel d'huiles, lubrifiants, détergents :

- Récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment.
- **Stockage sur bac rétention** et couvert de la pluie

7.3 Stockage de carburant (si nécessaire)

La réserve de carburant devra disposer d'un **bac de rétention** de taille suffisante interdisant tout risque de déversement de carburant sur le sol. La nature et les caractéristiques de ce bac seront soumises pour approbation au maître d'œuvre.

7.4 Rejets accidentels

Une procédure de gestion des pollutions accidentelles devra être mise en place dès la phase préparatoire du chantier. Le responsable « chantier à faible impact environnemental » s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un **kit de dépollution** (traitement des déversements accidentels) et une bâche étanche mobile. Il sera formé à leur utilisation.

Toutefois, tout déversement accidentel au réseau d'assainissement, devra être inscrit dans un registre santé, et l'information sera transmise à l'INSA et au SGE. Ce rejet éventuel devra également faire l'objet d'un signalement d'urgence aux services d'assainissement communaux et à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement du Conseil Départemental.

Les sols souillés par des produits polluants seront obligatoirement évacués vers un lieu de traitement agréé, après analyse par un laboratoire, dont les résultats seront communiqués à la Maîtrise d'œuvre avant toute évacuation.

8. Gestion et collecte selective des déchets

Les déchets seront pré-triés sur le chantier par l'emploi de bennes clairement repérées, dont la qualité et la répartition seront à proposer par l'entreprise.
Chaque entreprise a la responsabilité morale du ramassage, du tri et de l'acheminement vers la plateforme de tri, des déchets qu'elle génère sur le chantier, y compris des déchets d'emballage.
L'objectif de la collecte est de favoriser la valorisation des déchets du chantier (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique) et de limiter la mise en décharge aux seuls déchets résiduels non valorisables.

8.1 Limitation des volumes et quantités de déchets

Les choix des techniques, des produits et matériaux décidés lors de la conception des bâtiments ont pour objet de minimiser la production de déchets et de permettre leur valorisation ou leur recyclage.

Aussi, la production de déchets à la source peut être réduite :

- Par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...)
- En préférant la production de béton hors du site.

Les déchets de polystyrène et de laine de roche doivent être limités par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières (Siporex, carton...).

Les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques.

L'ensemble des palettes devra être consigné.

Les entreprises établiront une procédure avec les fournisseurs afin de limiter les emballages.

Des plans de calepinage seront impérativement réalisés sur les principaux ouvrages :

- Isolant,
- Faux-plancher,
- Revêtement de sol,
- Revêtement façade,
- Faux plafond,

8.2 Modalité de tri et de collecte

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier.

Les bennes seront communes et seront gérées par l'entreprise générale.

Pour ce faire, une zone dédiée au stockage des déchets sera prévue sur le plan d'installation de chantier.

Les déchets devront être **triés suivant à minima 5 typologies**.

Le tri des déchets sur site sera à la charge des entreprises et sera organisé idéalement de la manière suivante par l'entreprise responsable du compte Prorata d'entreprise:

- Une benne pour les bois non traités par des produits dangereux,
- Une benne DI (Déchets Inertes) : gravats, terre, carrelage...,
- Une benne DND (Déchets non dangereux) : plaque de plâtre, verre, plastiques, PVC, polystyrène, polyuréthane...,
- Un stockage (bac étanche) pour les DD (Déchets Dangereux),
- Un bac roulant pour les déchets ménagers.

Un tri complémentaire pourra être proposé par les entreprises en fonction de leurs intérêts (financier, récupération...) :

- Ferrailles,
- Gravats
- Huiles.

L'aire de stockage des déchets sera facilement accessible aux ouvriers et aux camions chargés de l'enlèvement. Si l'aire de stockages est localisée en bordures de chantier, elle devra être masquée à la vue des riverains par une palissade de hauteur suffisante ou par tout dispositif équivalent (abris, ...)

Les bennes et autres stockages devront être pourvus d'une signalisation claire et permanente. Des pictogrammes précisant les déchets autorisés dans chaque benne y seront intégrés (cf. Pictogramme ADEME en **Annexe III**).

Les déchets autres que ménagers seront envoyés vers :

- Filières de valorisation (pour les déchets 100% valorisables ou recyclage),
- Vers un CET (1, 2 ou 3) concerné, pour les déchets ultimes de même nature,
- Vers un centre de tri agréé pour les bennes contenant des déchets mélangés.

Quel que soit le choix retenu par l'entreprise, celle-ci devra être à même de présenter les bons justifiant de la destination de chaque benne.

Le responsable « chantier à faible impact environnemental » justifiera la gestion des déchets par un **bilan mensuel**, puis global en fin de chantier (types et quantités de déchets évacués, difficultés rencontrées). Chaque bilan devra identifier les quantités de déchets produites et valorisées, en détaillant les différentes filières utilisées conformément au **SOGED**. Ces valeurs seront comparées aux objectifs. L'estimation de la production de déchet (cf. § 8.1) pourra, si besoin être ré-évaluée.

L'entreprise titulaire du compte prorata établira un document spécifiant les moyens qu'elle envisage de mettre en œuvre pour respecter ces objectifs, et évoquera les partenaires avec qui elle souhaite travailler dans le cadre de la reprise de des déchets.

8.3 Objectifs quantitatifs

Les entreprises s'engagent à respecter et justifier les objectifs **contractuels suivants** :

- **Pourcentage de déchets valorisés matière ou énergétique (par rapport à la masse totale de déchets générés) supérieur à 85%**
- **Pourcentage de déchets valorisés matière (par rapport à la masse totale de déchets générés) supérieur à 50%**
- Traçabilité des déchets par BSD : 100% des déchets
- Séparer sur chantier les déchets dangereux : les stocker dans un bac étanche et couvert puis les évacuer vers un centre de traitement spécialisé.

Nota : Il est rappelé que la valorisation des déchets peut être une valorisation matière (recyclage, réemploi ou réutilisation) ou énergétique (incinération avec récupération d'énergie). Ainsi, ne sont pas de la valorisation :

- L'incinération sans récupération d'énergie, y compris la récupération de BIOGAZ provenant de centre d'enfouissement)
- Le stockage en décharge (de classes 2 ou 3 selon les typologies de déchets).

L'entreprise établira dans le cadre du **SOGED** déclinant précisément la méthodologie envisagée pour la réalisation du tri, et les moyens de contrôle mis en œuvre pour garantir l'atteinte des objectifs en matière de valorisation des déchets.

8.4 Traçabilité des déchets

L'entreprise devra fournir le contrat qui la lie auprès d'une entreprise spécialisée pour les modalités de traitement de ses déchets (Contrat de collecte systématique) si elle en possède un.

À défaut, elle explicitera sa méthodologie de traitement de ses déchets.

Le transport de tout déchet du chantier concerné (DI, DND, DD) fera l'objet d'une traçabilité par renseignement impératif du bordereau suivant :

- BSD (bordereau de suivi des déchets banals et déchets inertes issus des chantiers de bâtiment et de travaux publics – exemplaire en **Annexe II**)

Une copie des bordereaux complétés sera fournie au maître d'ouvrage.

Les bordereaux devront être complétés en tonnage et non seulement en m³.

La traçabilité des déchets ainsi que leur taux de valorisation devront être transmis mensuellement à la MOE et à la MOA pour éviter toute dérive du taux de valorisation global.

8.5 SOGED (Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets)

Objectifs du SOGED

Le responsable « chantier à faible impact environnemental » fournira, avant le début du chantier, aux différentes entreprises sous-traitantes, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information, plaquettes et affiches explicatives ...) pour que le tri des déchets s'effectue conformément aux prescriptions de la présente charte. Ces éléments seront consignés dans le classeur du chantier.

Chaque entreprise devra fournir, avant le commencement des travaux, un estimatif détaillé de la production de déchets prévisionnel qu'elle compte réaliser au cours du chantier (cf. § 8.1). Cet estimatif permettra notamment de définir le nombre de bennes minimum nécessaires à mettre en place sur le chantier.

L'ensemble des éléments ci-dessus sera repris dans un document appelé Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) rédigé par le responsable chantier à faibles impact environnemental en collaboration avec l'AMO HQE.

Celui-ci comprendra notamment :

- La définition du nombre et la nature des déchets collectés, en particulier pour :
 - les inertes (béton/ciment, maçonnerie, brique, terres non pollués),
 - le bois (traité ou non),
 - la ferraille,
 - les autres déchets non dangereux et non inertes (type DIB en mélange),
 - les déchets dangereux solides,
 - les déchets dangereux liquides,
- Le plan d'installation de chantier ;
- La recherche des meilleures filières locales d'élimination et de valorisation par type de déchets. La liste des prestataires en charge de la collecte et de l'élimination des déchets ;
- La liste des centres de traitement (DD) et de valorisation ;
- La méthodologie de traitement envisagée pour chacune des typologies de déchets produites sur chantier.
- L'information des compagnons sur le chantier par panneaux, visibles, plastifiés et maintenus en bon état par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances.

Ce SOGED sera soumis au VISA de la Maîtrise d'œuvre.

La traçabilité des déchets ainsi que leur taux de valorisation devront être transmis mensuellement à la MOE et à la MOA pour éviter toute dérive du taux de valorisation global.

9. Après chantier

L'entreprise responsable du compte prorata fournira les éléments permettant au Maître d'Ouvrage de réaliser un bilan de chantier.

Évaluation de la gestion des déchets de chantier.

L'entreprise devra fournir :

- un bilan mensuel des bordereaux de suivi des déchets (BSD) avec la valorisation et la destination finale des différentes quantités et types de déchets,
- un bilan financier de leur gestion.

L'entreprise transmettra au Maître d'Ouvrage tous les documents justificatifs précisant les sites ayant réceptionnés, dans leur intégralité, les déchets de chantier quelque soient leur nature (éléments intégrés au DOE de l'entreprise).

Évaluation des réductions des nuisances environnementales

Il communiquera le bilan des solutions appliquées sur le site permettant de procéder à une appréciation sur l'efficacité des dispositions mises en œuvre par type de nuisance (bruits de chantier, poussières, protection des projections,...).

Évaluation des faits marquants

Il communiquera par note le rappel des incidents ou accidents environnementaux intervenus pendant le chantier avec analyse des traitements des non conformités à l'origine de ces incidents ou accidents.

10. Elements à transmettre par les entreprises

Consultation

- Entreprise responsable du compte prorata :
 - Engagement à réaliser un SOGED
 - Prestataire déchets pressenti, taux de valorisation des déchets visé
- Toutes les entreprises:
 - Note sur les dispositions prévues en réponse à la charte de chantier à faibles nuisances

Phase de préparation du chantier

- Entreprise responsable du compte prorata :
 - Plan prévisionnel des installations de chantier
 - SOGED avec méthodologie envisagée pour la gestion des déchets (types de bennes mises en place, prestataires déchets envisagés, taux de valorisation visé...)
 - Note sur les dispositions prévues en réponse à la charte de chantier à faibles nuisances
 - Nom du responsable du suivi des consommations
 - Planning de sensibilisation à la démarche de chantier à faibles nuisances
 - Copie de la lettre envoyée aux riverains avec formulaire de retour, et liste des riverains à qui elle a été envoyée
 - Maquette du panneau de chantier
 - Différents affichages prévus
- Toutes les entreprises :
 - Prévisionnel des quantités de déchets par typologies
 - Procédures prévues pour limiter la production de déchets
 - Plans de calepinage
 - Inventaire des bois de chantier et de construction prévus et certificats associés
 - Planning des phases bruyantes

Phase de chantier

- Entreprise responsable du compte prorata :
 - Bordereaux de suivi des déchets
 - Reporting mensuel de la production de déchets par typologie et taux de valorisation associé
 - Reporting mensuel des consommations d'énergie et d'eau

Phase fin de chantier

- Entreprise responsable du compte prorata :
 - Bilan de la gestion des déchets. Le bilan devra comparer les quantités de déchets produites vis-à-vis des cibles et détailler les différentes filières utilisées conformément au SOGED.
 - Bordereaux de suivi des déchets
 - Bilan de suivi des consommations d'énergie et d'eau sur chantier : bilan des solutions appliquées sur le site permettant de procéder à une appréciation sur l'efficacité des dispositions mises en œuvre par type de nuisance (bruits de chantier, poussières, protection des projections,...).
 - Évaluation des réductions des nuisances environnementales
 - Évaluation des faits marquants : rappel des incidents ou accidents environnementaux intervenus pendant le chantier avec analyse des traitements des non conformités à l'origine de ces incidents ou accidents.

11. Pénalités

En cas de manquement de l'entreprise aux règles établies dans la présente charte, il lui sera appliqué à chaque infraction avérée les pénalités financières suivantes :

Une pénalité forfaitaire de **1500 € HT** sera appliquée dans les cas suivants :

- Brûlage ou enfouissement de déchets sur le chantier,
- Déversement de produits toxiques (laitance béton, peinture, étanchéité...) au sol ou dans les égouts.

Une pénalité forfaitaire de **500 € HT** sera appliquée dans les cas suivants :

- Non-respect des horaires de chantier

Une pénalité forfaitaire de **200 € HT** sera appliquée dans les cas suivants :

- Moteur des camions non mis à l'arrêt lors des livraisons ou des chargements
- Tri sélectif des déchets non respecté (par constat), une pénalité par déchet en infraction.
- Bordereau de suivi des déchets non ou mal renseigné (pénalité par fiche),
- Chantier non propre,
- Abord du chantier non propre
- Non-lavage des véhicules sortant du chantier sur l'aire prévue à cet effet.
- Non transmission des fiches de données environnementales demandées, avant leur mise en œuvre
- Non-respect de toutes autres exigences de la présente charte.

Les personnes habilitées de relever les infractions seront les suivantes :

- Le directeur des travaux,
- La maîtrise d'œuvre,
- Le référent HQE,
- Le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

Les pénalités définies dans ce chapitre ne sont pas exclusives des autres pénalités, des préjudices éventuels subis par le maître d'ouvrage, et amendes de police.

12. ANNEXES

12.1 Annexe I : Textes réglementaires

La liste des textes réglementaires désignée ci-dessous n'a pas de caractère d'exhaustivité, tout nouveau texte ou décret (lois, règlements, directives, arrêtés) qui interviendraient avant la signature du marché, et qui seraient rendus applicables, fera partie des obligations de l'entreprise.

Réglementation du chantier

- Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers ;
- Code de l'environnement, Livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances :
 - Article R211-60/61/63 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer ;
 - Article R543 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées ; aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
 - Article R541 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
 - Article L571 relative à la lutte contre le bruit concernant notamment les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation ;
- Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier ;
- Directive no 2003/10/CE du 6 février 2003 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques
- Loi n°92 1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;
Code du travail, articles R4412-94 et R4412-148 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage ; Les sanctions prévues par ce décret peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné ;
- Directive no 2000/14/CE du 8 mai 2000 relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisées à l'extérieur des bâtiments ;
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisées à l'extérieur des bâtiments.

Réglementation sur les déchets

Codes de l'Environnement, de l'Urbanisme, du Travail ;

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux ;

- Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Code de l'environnement, article L512-2 relatif à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Code de l'environnement, article R541-66 et suivant.
- Circulaire du Ministère de l'Environnement du 18 mai 2006 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail ;

Le tableau suivant s'arrête plus en détail sur certaines de ces réglementations :

| OBJET | REFERENCE | |
|---|---|---|
| BRUIT | | |
| Bruits de chantier | Décret n°2006-892 du 19 juillet 2006 | Protection des travailleurs contre les bruits de chantier. Le niveau d'exposition au bruit doit être compatible avec la santé des travailleurs. L'exposition quotidienne sonore subie par un travailleur ou la pression acoustique de crête ne peut en aucun cas dépasser respectivement 87dB (A) et 140 dB (C). |
| Bruits de voisinage, Vibrations | Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 | L'émergence globale dans un lieu donné est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier en cause, et le niveau du bruit résiduel constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, correspondant à l'occupation normale des locaux et au fonctionnement habituel des équipements, en l'absence du bruit particulier en cause. « Les valeurs limites de l'émergence sont de 5 décibels A en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB (A) en période nocturne (de 22 heures à 7 heures), valeurs auxquelles s'ajoute un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier : « 1° Six pour une durée inférieure ou égale à 1 minute, la durée de mesure du niveau de bruit ambiant étant étendue à 10 secondes lorsque la durée cumulée d'apparition du bruit particulier est inférieure à 10 secondes ; « 2° Cinq pour une durée supérieure à 1 minute et inférieure ou égale à 5 minutes ; « 3° Quatre pour une durée supérieure à 5 minutes et inférieure ou égale à 20 minutes ; « 4° Trois pour une durée supérieure à 20 minutes et inférieure ou égale à 2 heures ; « 5° Deux pour une durée supérieure à 2 heures et inférieure ou égale à 4 heures ; « 6° Un pour une durée supérieure à 4 heures et inférieure ou égale à 8 heures ; « 7° Zéro pour une durée supérieure à 8 heures. « Art. R. 1334-34. - L'émergence spectrale est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant dans une bande d'octave normalisée, comportant le bruit particulier en cause, et le niveau de bruit résiduel dans la même bande d'octave, constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, correspondant à l'occupation normale des locaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article R. 1334-32, en l'absence du bruit particulier en cause. |
| Matériel de chantier | Arrêté du 18 Mars 2002 | Soumet les matériels nouveaux mis sur le marché et destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments à une réglementation de leurs émissions sonores. Cet arrêté, qui transcrit la directive européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000, vise notamment les engins de chantier. Il définit deux catégories : - les matériels qui sont soumis uniquement au marquage du niveau sonore et à l'indication du niveau de puissance acoustique garanti, - les matériels plus bruyants qui sont soumis, de plus, à une limitation de l'émission sonore et à des procédures spécifiques d'évaluation de la conformité. On trouve parmi ceux-ci les grues à tour ou mobiles, des engins de terrassements, les motocompresseurs, les groupes électrogènes de puissance ou de soudage, les brise-béton et marteaux-piqueurs à main. |
| SALISSURES, POUSSIÈRES, POLLUTION DE L'AIR | | |
| Abords des chantiers + Clôtures de chantier | Article 99.7 du règlement sanitaire départemental (Circulaire du 9 août 1978) | Cet article concerne les abords des chantiers et stipule que "les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux." + De plus, selon cet article, les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces. En outre, les entrepreneurs doivent tenir en état de propreté la voirie publique. |
| Poussières | Article 96 du règlement sanitaire départemental Circulaire du 9 août 1978 | Cet article concerne la protection des lieux publics contre la poussière et stipule que "[...] toutes les opérations d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage." |
| Emissions polluantes des moteurs | Décret n°2000-1302 du 26 décembre 2000 | Instaure une procédure de réception des types de moteurs destinés à être montés sur les engins mobiles non routiers, avant la mise sur le marché desdits moteurs. |

| DEPLACEMENTS | | |
|---|---|--|
| Circulation des piétons à proximité du chantier | Article 99.7 du règlement sanitaire départemental Cirulaire du 9 août 1978 | Oblige les entrepreneurs à assurer, autant que possible, un passage protégé pour les piétons. Remarque : Les règlements municipaux de voirie doivent être consultés. La consultation du gestionnaire de la voirie pour la création ou l'aménagement d'un accès de chantier peut être nécessaire, notamment hors agglomération. |
| POLLUTION DU SOL ET DES EAUX | | |
| | Article 29.2 du règlement sanitaire départemental Cirulaire du 9 août 1978 | Cet article concerne les déversements délictueux. Il précise qu' « il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics [...] toute matière [...] susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement. L'interdiction porte notamment sur le déversement d'hydrocarbures... » |
| | Article 90 du règlement sanitaire départemental | Cet article concerne les déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général. Il stipule qu' « il est interdit de déverser [...] dans les nappes alluviales, dans les nappes souterraines captées, toutes matières usées, [...], toutes substances solides ou liquides toxiques [...], susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité [...]. Ces opérations doivent être effectuées de façon à ce que les produits de vidange, de lavage, de nettoyage ne puissent être déversés ni entraînés dans les voies, plans d'eau et nappes par ruissellement ou infiltration. » |
| Pollution des sols et des eaux | Article L.35.8 du Code de la santé publique | Interdit le déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics sans autorisation préalable de la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages. L'autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter ou des traitements mis en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçus. Cette autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement, aux dépenses de premier établissement, d'entretien et d'exploitation entraînées par la réception de ces eaux. Cette participation s'ajoute à la perception des sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L.34, L.35, L.35-3 et L.35-4 les dispositions de l'article L.35-6 lui sont applicables. |
| Huiles de décoffrage | Code de l'environnement, R211-60/61/63 | Ce texte édicte l'interdiction du déversement, par rejet ou après ruissellement sur le sol ou infiltration, des huiles telles que les huiles pour moteurs, les huiles de graissage et les lubrifiants neufs ou usagés, dans les eaux superficielles, souterraines ou de mer. |
| Récupération des huiles usagées | Code de l'environnement, R543 | Les huiles usagées, peuvent, être réutilisées soit comme matière première en vue de recyclage ou de régénération, soit comme combustible industriel et dont le rejet dans le milieu naturel est interdit. il oblige les détenteurs d'huiles, minérales ou de synthèse provenant d'activités professionnelles, à les recueillir, les stocker et les conserver jusqu'à leur ramassage ou leur élimination. |
| DECHETS DE CHANTIER | | |
| Elimination des déchets – objectifs | Code de l'environnement Article L541-1-I | L'article L541-1-I du code de l'environnement indique les objectifs de la loi en matière d'élimination des déchets et de récupération des matériaux. Ces objectifs sont de : - prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, - organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume, - valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou valorisation, et les éliminer sans dommage à l'environnement, - assurer l'information du public. |
| Définition du déchet | Code de l'environnement Article L541-1-II | L'article L541-1-II du code de l'environnement définit le déchet comme "tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon", ce à quoi la directive cadre "déchets2 " ajoute "ou dont son détenteur à l'obligation de se débarrasser". |

| | | |
|---|--|---|
| Définition du déchet ultime | Code de l'environnement Article L541-1-III | L'article L541-1-III du code de l'environnement définit le déchet ultime comme "résultant ou non d'un traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux". A compter du 1er juillet 2002, les installations de stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes. |
| | Code de l'environnement Article L.541-2 | Transport de déchets dangereux. Le circuit d'élimination des déchets dangereux doit être contrôlé au moyen de bordereaux de suivi des déchets industriels (BSDI). |
| Classification des déchets | Code de l'environnement, article R541-7 | |
| | Code de l'environnement, article R541-9 | Les producteurs, importateurs ou exportateurs doivent justifier que les déchets engendrés, à quelque stade que ce soit, par les produits qu'ils fabriquent, importent ou exportent sont de nature à être éliminés dans les conditions prescrites à l'article L. 541-2. L'administration est fondée à leur réclamer toutes informations utiles sur les modes d'élimination et sur les conséquences de leur mise en œuvre. |
| | Circulaire ministère l'Environnement 18 mai 2006 | Transport de déchets inertes |
| Déchets d'emballage Valorisation des déchets de chantier | Code de l'environnement, R543-66 | Les détenteurs de déchets d'emballage mentionnés à l'article R. 543-66 doivent : 1° Soit procéder eux-mêmes à leur valorisation dans des installations agréées selon les modalités décrites à l'article R. 543-71 ; 2° Soit les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée dans les mêmes conditions ; 3° Soit les céder par contrat à un intermédiaire assurant une activité de transport par route, de négoce ou de courtage de déchets, régie par les articles R. 541-49 à R. 541-61. Ces dispositions ne sont pas applicables aux détenteurs de déchets d'emballage mentionnés au II du présent article qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes. Les dispositions de l'article R. 543-69 sont applicables à ces détenteurs selon l'organisation du service de collecte. |
| Brûlage des déchets sur chantier ou en dehors | Code de l'environnement, R543-71 | La valorisation des déchets d'emballage mentionnés à l'article R. 543-66 s'effectue, dans des installations inscrites à la nomenclature prévue à l'article L. 511-2. Celles-ci doivent, en outre, être spécialement agréées pour la valorisation des déchets d'emballage dans les conditions prévues aux articles R. 515-37 et R. 515-38. |
| BIODIVERSITE | | |
| | Décret n°2001-1031 du 8 novembre 2001 | Relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 et modifiant le code rural |
| | Code de l'environnement, L414-1 | Relative à la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore, sites Natura 2000 |
| | Code de l'Environnement, Articles L122-1 | Relatifs aux études d'impact des travaux et projet d'aménagement |

12.2 Annexe II : Exemple de bordereau de suivi des dechets

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise):

| | |
|----------------------------------|-------------------------|
| Raison sociale de l'entreprise : | Nom du chantier : |
| Adresse : | Lieu : |
| Tél : fax : | Tél : fax : |
| Responsable : | Responsable : |

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

| | |
|----------------------------------|------------------|
| Raison sociale de l'entreprise : | Date : |
| Adresse : | Cachet et visa : |
| Tél : fax : | |
| Responsable : | |

| | | | | | |
|-----------------------|---|-------|-------|----------|--|
| Destination du déchet | <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2 <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Centre de transfert <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3 <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM) | | | | |
| | Autre | | | | |
| Désignation du déchet | Type de contenant | N° | U | capacité | Taux de remplissage |
| ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | 1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/> |

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

| | | |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| Nom du collecteur - transporteur | Nom du chauffeur | Date : |
| ..... | ..... | Cachet et visa : |
| | | |

4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

| | | |
|-------------------------|--|------------------|
| Nom de l'éliminateur : | Adresse de destination (lieu de traitement) | Date : |
| ..... | ..... | Cachet et visa : |
| ..... | U | Quantité reçue |
| | | |
| Qualité du déchet: | <input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Refus de la benne à Motif | |

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise

12.3 Annexe III : Pictogramme déchets ADEME

Déchets non dangereux, inertes



Déchets non dangereux, non inertes



Déchets dangereux



Filière spécifique



Source : <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/pictos-dechets.html>